

## Actualité : la CFDT et l'UNSA écrivent à Sarkozy

**Ainsi donc, selon leurs auteurs, les mesures anti-ouvrières seraient insuffisantes .**

*Répondant à l'appel de Bernadette Segol, la secrétaire générale de la CES, qui demande aux dirigeants syndicaux nationaux de contacter leur gouvernement pour leur faire part des attentes du syndicalisme européen face à la crise, François Chérèque a écrit, avec Luc Bérille, le secrétaire général de l'Unsa, au président de la République.*

Après avoir rappelé à Nicolas Sarkozy que « la grave crise que traversent l'Union européenne et, plus particulièrement, la zone euro, préoccupe les salariés et l'ensemble des organisations syndicales européennes, compte tenu de ses lourdes conséquences en matière économique et sociale », les deux responsables syndicaux se félicitent que « cette situation ait obligé l'Union européenne et ses Etats membres à franchir des pas importants dans le sens d'une gouvernance économique commune », mais *regrettent qu' « au vu de l'ampleur de la crise et des risques qu'elle fait courir à l'Europe, ces mesures restent insuffisantes et leur mise en œuvre trop lente. »*

C'est pourquoi, François Chérèque et Luc Bérille, concluent leur courrier en précisant, conformément aux positions de la CES : « nous sommes convaincus que nous ne sortirons pas de cette situation sans un nouveau pas décisif vers une plus grande solidarité européenne et une meilleure maîtrise du financement des dettes souveraines : le Fonds européen de stabilité financière (FESP) devrait maintenant être transformé en prêteur en dernier ressort, avec l'appui de la Banque centrale européenne. Une telle décision devrait être prise rapidement pour arrêter la spéculation contre la dette des Etats de l'Eurozone et se prévenir du risque d'un effet domino dévastateur pour l'euro et pour l'Union, mais aussi pour la France. »

*Ci-dessous la lettre de l'entente CFDT - UNSA adressée à Sarkozy*

Paris, le 21 novembre 2011

Monsieur le Président de la République,

La grave crise que traversent l'Union européenne et, plus particulièrement, la zone Euro, préoccupe les salariés et l'ensemble des organisations syndicales européennes, compte tenu de ses lourdes conséquences en matière économique et sociale. Cette situation a obligé l'Union européenne et ses Etats membres à franchir des pas importants dans le sens d'une gouvernance économique commune. Cependant, *au vu de l'ampleur de la crise et des risques qu'elle fait courir à l'Europe, ces mesures restent insuffisantes et leur mise en œuvre trop lente.*

De plus, en s'inscrivant dans le cadre restrictif d'une austérité généralisée, elles affectent durement les catégories sociales défavorisées. Sans relance coordonnée à l'échelle européenne, la croissance économique est en berne et le chômage se développe dramatiquement.

Avec la Confédération européenne des syndicats, nous sommes convaincus que nous ne sortirons pas de cette situation sans un nouveau pas décisif vers une plus grande solidarité européenne et une meilleure maîtrise du financement des dettes souveraines : le Fonds européen de stabilité financière devrait maintenant être transformé en prêteur en dernier ressort, avec l'appui de la Banque centrale européenne. Une telle décision devrait être prise rapidement pour arrêter la spéculation contre la dette des Etats de l'Eurozone et se prévenir du risque d'un « effet domino » dévastateur pour l'Euro et pour l'Union, mais aussi pour la France.

Dans le cadre d'une initiative de la Confédération européenne des syndicats avec ses affiliés dans les Etats membres, nous vous demandons, Monsieur le Président, d'œuvrer en ce sens au sein de l'Union européenne. Restant à votre disposition pour tout échange sur ce sujet, nous vous assurons, Monsieur le Président de la République, de notre haute considération.

CFDT  
François CHEREQUE

UNSA  
Luc BERILLE

*(Source, site UDFO 44, article du 28/11/2011)*